

Pour une politique éducative ambitieuse

Appel à la grève le JEUDI 15 MAI

MANIFESTATION REGIONALE 14H30 LILLE PORTE DE PARIS

Dans l'Education nationale les mobilisations s'amplifient et portent l'exigence de moyens pour la réussite et la démocratisation du système éducatif. Le budget 2008 qui sera appliqué à la prochaine rentrée est fortement contesté. Ces mobilisations s'opposent aux 11200 suppressions de postes qui entraîneront des classes surchargées, rendant impossible le suivi individuel des élèves. Dans le second degré cela va conduire à des disparitions de formations et d'options et la fin de dispositifs pédagogiques et de soutien innovants.

Dans l'académie de Lille, alors que 3500 postes ont déjà été supprimés depuis 5ans, à la rentrée 2008 ce sont 804 postes dans le 2nd degré et 55 postes d'administratifs qui sont supprimés avec un budget insuffisant ne permettant pas de créations à la hauteur des besoins pour les écoles, les services de santé et les services de sociaux et d'orientation.

Conjuguée aux retraits de moyens, l'extension du bac pro 3 ans dans les LP suscite des inquiétudes légitimes quant à la prise en charge des élèves en enseignement professionnel en particulier ceux qui sont en difficulté qui n'auront d'autres solutions que l'Apprentissage facilité par la mise en place par la labellisation massive de Lycée Professionnel en Lycées des Métiers.

Dans le premier degré les projets de programmes traduisent une vision passéiste et rétrograde de l'Ecole, ainsi qu'un recul pédagogique et didactique. Ils remettent en cause les cycles et s'accompagnent d'une apparente volonté d'externaliser l'aide aux élèves en difficulté en rejetant la responsabilité de l'échec scolaire sur les familles. Le décret relatif au service des personnels enseignants du premier degré ne répond nullement aux questions soulevées par la profession : avenir de l'école maternelle et des RASED, traitement de la difficulté scolaire pendant et hors du temps de classe.

La loi LRU renforce les inégalités et la concurrence entre universités. Elle ne répond pas à la question essentielle de la réussite des étudiants, qui passe par l'amélioration des taux d'encadrement, des contenus de formation en licence et des modalités pédagogiques nouvelles.

Ce budget de rigueur et les suppressions de postes qui en découlent aurait des conséquences néfastes sur la qualité du service public dans l'Education nationale et dans l'Enseignement Agricole Public. Il se traduirait par une aggravation des conditions de travail pour l'ensemble des personnels (enseignants, ouvriers, administratifs, personnels de santé, sociaux, ...)

Les annonces budgétaires, la volonté de ne pas remplacer le départ en retraite d'un fonctionnaire sur deux pour les prochaines années, en lien avec la Révision Générale des Politiques Publiques et le projet de loi sur la mobilité, confirment que cette politique de régression pourrait s'installer dans la durée.

La transformation de l'Ecole implique une toute autre dynamique pour le système éducatif et pour les métiers de l'éducation.

- Pour obtenir des budgets ambitieux qui permettent une transformation de l'Ecole,
- Pour mettre en œuvre une autre politique éducative visant la réussite de tous les élèves

Nous exigeons

-Un collectif budgétaire rétablissant les postes supprimés et permettant des créations pour faire face aux besoins dans les écoles, les établissements et les universités.

-Le rétablissement des postes aux concours à la hauteur des départs en retraite.

Les organisations signataires appellent à poursuivre et amplifier les mobilisations en cours au plan national et local.

Elles appellent à une grève nationale unitaire et à manifester au niveau régional jeudi 15 mai 14 h 30 Porte de Paris à Lille.